



EDITO

Valls II : le pouvoir amplifie les renoncements	page 1
Grèves et actions chez les intermittent-es du spectacle	page 1
Les cheminots défendent le service public	page 2
EPSM de Caen, mobilisation du personnel	page 2
Centre hospitalier de Lisieux, nouveau plan	page 2
Solidaires 14 au congrès national à Dunkerque	page 3
Elections professionnelles dans la Fonction Publique	page 3
Collectif STOP TAFTA	page 5
Palestine, une solidarité plus que jamais indispensable	page 6

Valls II : le pouvoir amplifie les renoncements sous les applaudissements du patronat

Depuis juin 2012, les salaires des fonctionnaires sont gelés, le SMIC est en recul de 1,5% en tenant compte de l'inflation, la sécurisation de l'emploi voulue par le patronat se traduit par sa précarisation la plus éhontée, la régression sociale s'amplifie pour les retraites et la seule contrepartie promise au recul des droits, - l'accès à un compte pénibilité - est repoussée à une date plus qu'indéterminée.

Les cadeaux au patronat se multiplient et plus ils en ont et plus ils en veulent sans contrepartie.

Leurre de la compétitivité et la recherche de la croissance à tout prix amènent le gouvernement à renoncer aux normes environnementales, de santé publique. Les services publics reculent ; le code du travail est présenté comme un obstacle à la relance.

Et les annonces qui accompagnent la mise en place du second gouvernement VALLS renforcent cette ligne libérale revendiquée : volonté de baisser encore et encore le coût du travail, mise en cause des seuils sociaux et donc de la représentativité des salarié-es dans les

entreprises, renonciation sur les 35 heures, libéralisation du travail le dimanche.

Les applaudissements des militant-es du MEDEF au discours de VALLS le démontrent : Le rapport de force est dans leur camp et ils entendent en profiter en mettant les salarié-es, les précaires, les retraité-es, la jeunesse à genoux. Avec la complicité des sociaux libéraux.

A nous d'inverser ce rapport de force, par nos luttes, notre capacité à les unifier.

Grèves et actions chez les intermittent-es du spectacle

Depuis plusieurs mois, les intermittent-es sont fortement mobilisé-es contre la réforme des annexes 8 et 10 de l'Unédic. Cette nouvelle remise en cause du statut d'intermittent entraîne en outre une baisse des salaires, un différé des indemnités et un plafonnement des salaires et allocations.

Après une série d'actions symboliques au printemps afin de mobiliser et sensibiliser le plus grand nombre, la signature de l'accord le 16 mai dernier par la

CGPME, le Medef, l'UPA, la CFDT, la CFTC et FO a entraîné de nombreuses grèves lors de différents festivals (*Montpellier, Avignon,...*). Bien que l'accord soit signé, les intermittent-es continuent et continueront de maintenir la pression contre le gouvernement pour qu'une autre réforme soit adoptée.

En effet, il ne faut pas se le cacher, la volonté du patronat derrière cette réforme est la suppression pure et simple de ce statut alors que les artistes et technicien-

nes sont parmi les plus précaires du monde du travail. Le patronat ne supporte pas que les subsides des caisses de l'assurance chômage leur profitent et préféreraient que l'État se charge de ces salarié-es pauvres.

Les intermittent-es sur le Calvados sont très actifs et se réunissent de manière hebdomadaire au théâtre des Cordes à Caen. N'hésitez à les rencontrer et les rejoindre dans leur lutte.

Pour plus de renseignements : <https://fr-fr.facebook.com/KoordinationIntermittentsCalvados>



Les cheminots défendent le service public

Depuis début 2013, les cheminot-e-s ont démontré par leurs rassemblements, leurs actions de grève, qu'ils refusaient une réforme qui met en danger nos emplois, notre réglementation, notre entreprise. Ce que portaient les grévistes, c'était l'avenir du service public et de la SNCF contrairement à ce que matraquaient les médias, des politiques et même certaines OS (CFDT par exemple).

Les revendications unitaires



1. la réintégration du système ferroviaire dans une seule entreprise publique 1 EPIC, pas 2 comme depuis 1997, pas 3 (comme le projet de loi le prévoit)
2. l'arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF orchestré en interne par Guillaume Pépy et consorts : stop au découpage en « branches », aux réorganisations et expérimentations qui cassent les collectifs de travail et dégradent nos conditions de travail.
3. la non-remise en cause du RH 0077 (code du travail des cheminots) et du Statut, son amélioration et son extension à tous les salarié-es du secteur ferroviaire.
4. l'annulation de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires.

De cette lutte, un début d'unité forte entre SUD rail et la CGT est née, espérons que celle-ci soit prometteuse pour l'avenir, longue, et amenée à se développer dans les autres secteurs !

On ne lâche rien !



EPSM de Caen : Le 3 juillet dernier la mobilisation du personnel a permis, pour la troisième fois, de repousser le plan dit de modernisation.

Ce même jour, les élus CGT et SUD du CHS CT ont obtenu une expertise du cabinet SECAFI. Elle a pour mission l'analyse détaillée des changements induits par le projet présenté ; les conséquences et des facteurs de risque pour les agents en termes de conditions et d'organisation du travail, avec une attention particulière aux risques psychosociaux ; la formulation de préconisations afin de prévenir les risques identifiés. Elle rendra ses conclusions fin septembre.

Le directeur, toujours décidé à faire passer son plan qui supprime des RTT, donc des emplois, convoque le prochain Comité Technique d'Etablissement à l'ARS (Agence Régionale de Santé), le 9 septembre. C'est sûr que, pour des débats sereins, mieux vaut nous mettre en cage derrière de hautes palissades et pourquoi pas sous escorte policière ?

Centre hospitalier de Lisieux :

Le directeur a dévoilé, le 22 août, les mesures du nouveau plan de retour à l'équilibre.

Fin 2014 l'hôpital serait à plus de 20 millions d'euros de déficit cumulés. Les mesures « anti personnel » annoncées : suppression de 2 emplois par unité dans le technique, l'administratif et le médico-technique. Diminution des RTT et suppression de postes infirmiers, la direction n'a pas donné de chiffre. Diminution des remplacements, donc diminution des postes de contractuels. Sur le médico-social la direction

compte toujours supprimer 22 postes (*infirmiers-aides soignants et agents hospitaliers qualifiés*). La direction étudie la possibilité de modifier les montées d'échelons.

Pour **Sud** et **Cgt** ce quatrième plan de retour à l'équilibre est inacceptable et injustifiable.

La direction applique avec zèle la politique d'austérité aveugle du gouvernement qui frappe de plein fouet l'ensemble des hôpitaux !



Manifestation Nationale le 23 septembre, bruyante et animée, devant le Ministère de la Santé à Paris, à partir de 11h, AG à 14h30 à Cochin.

Vous pouvez réserver vos places de bus dès maintenant auprès de SUD Santé Sociaux Caen.

Alain Millien et Jocelyne Guédou ont représenté Solidaires 14. L'essentiel de nos amendements ont été intégrés que ce soit sur les chiffres des profits fait par les capitalistes, la nécessité de prendre en compte le chômage et la précarité et de réfléchir à un mode de structuration ou une orientation pour quelle école nous voulons.

Les enjeux syndicaux vont bien au-delà de la défense pied à pied des salariés, ils sont d'ordre sociétaux (*sans papier, sans abris*), environnementaux, et même politiques. Nous ne pouvons pas faire l'impasse de participer à une véritable transformation sociale en construisant aujourd'hui le monde de demain. Ce qui nous fait dire que c'est parce que nous sommes réalistes que nous sommes utopiques !

Le congrès local du 20 juin 2014, dans la lignée des résolutions nationales, a permis de jeter les bases d'un vrai travail notamment sur la résolution sur l'égalité entre les femmes et les hommes que sur la nécessité d'avancer dans notre implantation dans des secteurs tels que les commerces et services par exemple.

Nous vous invitons à vous saisir du 4 pages qui résume bien notre orientation pour les 3 ans qui viennent.

Les prochains comités départementaux seront le lieu de mise en place peu à peu de tout ce travail.



Le 04 décembre 2014 élections professionnelles dans toute la **Fonction Publique**

Pour la première fois les 3 Fonctions Publiques (*hospitalière, territoriale et d'Etat*) sont appelées à choisir leurs représentants le même jour. C'est un événement majeur du point de vue de la représentativité de notre union syndicale.

Non seulement les titulaires votent mais aussi une grande partie des précaires. Il va falloir consolider, renforcer notre audience dans les fonctions publiques d'Etat et hospitalière. Mais l'enjeu est encore plus important dans la Fonction Publique territoriale puisque nous ne sommes pas encore représentatifs au niveau national.

Du matériel est disponible au local, merci de participer à sa diffusion non seulement dans vos services si vous êtes fonctionnaires mais auprès des agent-e-s des communes où vous vivez, voire où vous travaillez.



**Comme pour les prud'hommes,
TOUTES et TOUS CONCERNÉ-E-S !**





Alternatiba Caen les 3 ou 4 octobre 2015

Cette manifestation cherchera les moyens d'une large accessibilité populaire.

- valoriser les initiatives locales existantes (montrer par le concret l'écologie positive)
- mettre en débat des grandes questions de société relative à l'enjeu climatique et à la transition écologique
- participer avec le mouvement national des Alternatiba à une convergence des luttes lors de la conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Paris en Décembre 2015

site internet: <http://alternatiba.eu/caen/>



Collectif Stop TAFTA 14

pour mener une campagne contre le Grand Marché Transatlantique.

Le **TAFTA** – ou GMT, PTIC, TTIP, etc. – est un processus de négociations opaques entre l'UE et les Etats-Unis visant à la création d'un grand marché commun au bénéfice des multinationales des deux côtés de l'Atlantique.

L'objectif est de niveler par le bas les normes sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales, en plaçant les Etats au même niveau que les multinationales sous le contrôle de tribunaux supranationaux d'arbitrages privés.

Ces tribunaux appliqueront une législation internationale ultra-libérale (*objet du traité*) contraire à la volonté des peuples, et obligeront de fait les Etats à s'aligner sur cette politique pour ne pas avoir à verser de lourdes indemnités aux multinationales qui soyons en sûr, n'omettront pas de dénoncer à ces tribunaux tout interventionnisme de l'Etat comme une atteinte lourdement préjudiciable à la libre concurrence non faussée.

L'objectif d'un **Collectif Stop Tafta 14** (*nom provisoire*) serait de mener une campagne d'information auprès des citoyens sur la base de cet appel collectif :

<https://www.collectifstopafta.org/le-collectif>

Il s'agirait aussi d'interpeller les élus locaux en demandant que leur collectivité territoriale se prononce « hors-TAFTA ».



Palestine une solidarité plus que jamais indispensable

L'offensive israélienne contre la bande de Gaza, a fait près de 2000 victimes, dont plus de 75% sont civiles. Il faut ajouter à ce décompte macabre, les blessés, et la destruction des habitations, des écoles, des hôpitaux, des puits et des sources d'électricité.

Rien ne peut justifier un tel massacre lié à la volonté du gouvernement israélien de faire pression sur la population et de la maintenir dans un état de soumission à l'ordre qu'il définit tout seul, indépendamment des décisions internationales.

Rien ne peut justifier non plus la complicité des dirigeants occidentaux et du gouvernement français en tout premier lieu.

Rien n'est fait pour imposer le respect du droit international et en particulier les résolutions de l'ONU adoptées depuis des années.

Rien n'est fait pour faire cesser le blocus de Gaza, qui enferme les habitants dans une prison permanente.

Et, au nom de l'idée qu'il ne faudrait pas importer la guerre sur le territoire français, les expressions de solidarité avec la Palestine sont taxées d'antisémitisme. Des manifestations ont été interdites, entraînant des incidents.

Solidaires exige avec les autres organisations du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens :

- l'arrêt immédiat de l'intervention israélienne,
- le respect du droit international et la fin du blocus,
- la libération des prisonniers palestiniens,
- des sanctions contre l'Etat d'Israël pour imposer un changement de politique.

PALESTINE, LA MOBILISATION CONTINUE

* 17 Septembre : 20 H - Meeting de soutien aux inculpés d'Alençon, Salle P. Sémard (*face collège V. Demézeret*) qui ont fait campagne pour le boycott des produits israéliens

* 22 Septembre : Rassemblement devant le tribunal de CAEN pour soutenir les inculpés d'Alençon, lors du procès, à partir de 13 H en appel.

* 8 Octobre : 19 H - Débat public sur la question "Un ou Deux Etats ?", avec Didier Vidal (*Monde diplomatique*) et Julien Sallignes (*cordonnateur de la Flottille*). salle à préciser

* 22 Novembre : 8 Heures pour la Palestine. Avec Taoufik Tahani, Président de l'AFPS (*France Palestine*) et Michèle Sibony, UJFP (*Union des juifs de France pour la paix*) nouvelle salle des fêtes de Mondeville.

<http://collectifpalestine14.sopixi.fr/>

8 rue Ampère
14123 Cormelles le Royal
Téléphone : 02 31 24 23 36
Tarif com. locales : 09 79 03 13 95
Mel : syndicatssolidaires-bn@orange.fr
Directrice de la publication : Danielle Morvant
Mensuel
Prix public : 1 euro - Imprimé par nos soins

Du matériel est disponible au local:

- Affiches, autocollants élections Fonction Publique
- Tracts, autocollants, campagne contre l'austérité
- 4 pages contre le TAFTA
- Journaux

N'hésitez pas à venir vous servir.

